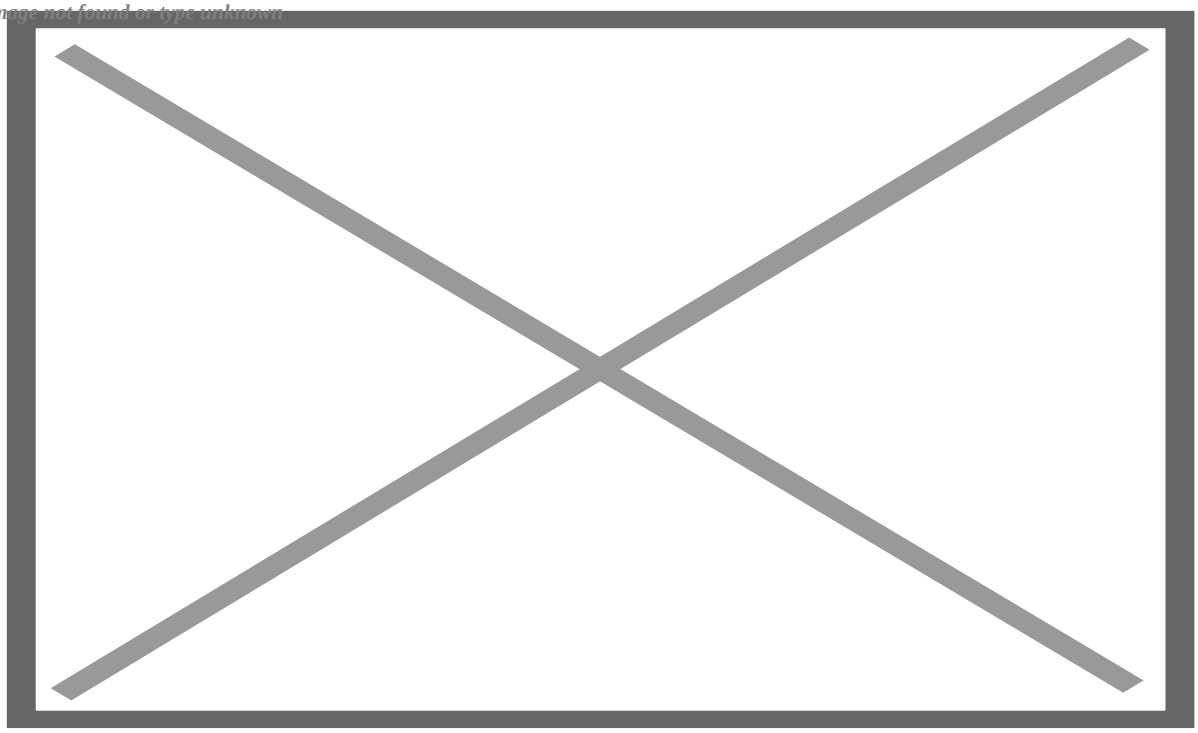
Le journal britannique The Guardian reconnait l'existence d'une guerre économique américaine contre Cuba

Image not found or type unknown



Joe Biden avait promis un retour à l'approche d'Obama, mais il n'a apporté que peu de changements. Photographie : Yamil Lage/AFP/Getty Images

Obama a ouvert une porte entre Cuba et les États-Unis. Pourquoi Biden la referme-t-il ?

Bhaskar Sunkara

Malgré ses promesses de campagne, le président imite l'approche de Trump à l'égard de l'île et alimente sa misère économique

Le 6 avril 1960, le diplomate américain Lester D Mallory rédigeait un mémo préconisant un embargo "privant Cuba d'argent et de fournitures, afin de diminuer les salaires monétaires et réels, de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement". Soixante-quatre ans plus tard, la politique que les Cubains appellent « el bloqueo » (le blocus) est toujours en vigueur. Elle n'a pas atteint son objectif déclaré de renverser la révolution cubaine, mais elle a alimenté des années de désespoir et de colère justifiée.

Barack Obama en a pris conscience au cours de son second mandat. Lors d'une visite historique à La Havane en 2016, il a déclaré qu'il était venu "enterrer le dernier vestige de la guerre froide dans les Amériques" et "tendre la main de l'amitié au peuple cubain". À l'époque, son administration avait déjà pris des mesures tangibles dans cette direction.

Les restrictions américaines sur les voyages et les envois de fonds ont été assouplies et les ambassades respectives des deux pays ont été rouvertes à La Havane et à Washington DC. Cuba a également été retirée de la liste des États soutenant le terrorisme et a été autorisée à faire des affaires avec les banques américaines, qui sont le pivot du système financier mondial. Le régime de sanctions le plus ancien de l'histoire n'a pas été complètement démantelé, mais les progrès ont été immenses et les travailleurs cubains en ont tiré des avantages presque immédiats.

L'élection surprise de Donald Trump a changé la donne. Influencé par des politiciens cubano-américains comme Marco Rubio et un lobby vocal à Miami, il a rétabli les restrictions sur les voyages et interdit les transactions avec les entreprises d'État qui constituent l'essentiel de l'économie cubaine. Mais l'action la plus provocatrice de Trump est intervenue quelques jours avant qu'il ne quitte ses fonctions en janvier 2021, lorsqu'il a réinscrit Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme. Et ce, en dépit de la coopération étroite entre les deux pays en matière de lutte contre le terrorisme et des efforts fructueux déployés par Cuba pour encourager des groupes de guérilla latino-américains tels que les Farc à mettre un terme à la lutte armée.

Lors de sa campagne électorale, Joe Biden avait promis de revenir à l'approche d'Obama, mais il n'a guère apporté de changement. En conséquence, Cuba reste isolée d'importantes sources de commerce et de financement, même de la part d'acteurs non américains. Ces conditions difficiles ont conduit à des manifestations récentes contre les pénuries alimentaires et les coupures d'électricité à Santiago et à des manifestations beaucoup plus importantes dans toute l'île en juillet 2021.

Les faucons américains voient un État dans sa position la plus faible depuis des décennies et pensent qu'infliger encore plus de pression au peuple cubain conduira à la fin du régime du parti communiste. En réalité, l'embargo n'a fait que ralentir les efforts de réforme prometteurs et a permis au gouvernement de rejeter de manière crédible la responsabilité des conditions économiques sur une force extérieure.

Les actions contre Cuba ont commencé avant la note de Mallory, immédiatement après la victoire en 1959 des forces révolutionnaires de Fidel Castro contre la dictature détestée de Fulgencio Batista. Ironiquement, compte tenu de la désignation de longue date par les États-Unis de Cuba comme État soutenant le terrorisme, les actions soutenues par Washington allaient de petits actes de sabotage industriel à des attaques contre des civils, en passant par une invasion à grande échelle en 1961.

Malgré cette pression, le gouvernement Castro a mis en œuvre des mesures importantes. Une campagne d'alphabétisation a touché plus de 700 000 personnes, principalement dans les zones rurales négligées. Ces Cubains ont également bénéficié d'une vaste réforme agraire, de l'électrification des zones rurales et de la mise en place, à l'échelle nationale, de soins de santé et d'une éducation gratuits et de qualité. Un État à parti unique a été mis en place, mais ces efforts ont bénéficié d'un large soutien et d'une grande participation.

À l'étranger, le travail des médecins et des spécialistes techniques cubains continue d'être salué dans les pays en développement. Des brigades médicales ont été envoyées dans plus de 100 pays depuis la révolution, notamment après le tremblement de terre en Haïti en 2010 et l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014. Au cours des deux dernières décennies, un autre effort a permis de guérir 3 millions de patients des pays en développement de déficiences visuelles.

Le rôle des forces militaires cubaines a également été déterminant dans la défaite de l'apartheid. Au prix de milliers de morts et de blessés, Cuba et ses alliés angolais ont repoussé l'armée sud-africaine dans un effort qui, selon Nelson Mandela, "a détruit le mythe de l'invincibilité de l'oppresseur blanc" et "a servi d'inspiration au peuple sud-africain en lutte".

Pourtant, l'économie qui sous-tendait ces efforts reposait sur des bases fragiles. Pour contrer l'impact de l'embargo américain, Cuba est devenue dépendante du soutien du bloc soviétique. Les pays du Comecon fournissent du pétrole, des denrées alimentaires et des pièces détachées subventionnées. Ils ont également offert un marché pour le sucre, le nickel et d'autres exportations à des taux supérieurs à ceux du marché. En 1989, 13 millions de tonnes de carburant ont été importées de la seule Union soviétique, qui a également fourni à Cuba 63 % de ses importations alimentaires et 80 % de ses importations de machines. Parallèlement, la plupart des exportations cubaines de sucre, d'agrumes et de nickel ont été vendues à l'URSS.

Le soutien du bloc de l'Est a permis de masquer certaines des faiblesses de l'économie publique cubaine, mais l'embargo lui-même a prédéterminé la dépendance excessive à l'égard des subventions que Washington a fait pression sur le premier ministre soviétique Mikhaïl Gorbatchev pour qu'il y mette fin. Après l'effondrement final du socialisme d'État européen, la situation économique de Cuba est passée de tendue à catastrophique.

Au début des années 1990, alors que le mécontentement populaire s'amplifiait, Castro a décrété une "période spéciale en temps de paix". Les projets d'investissement ont été suspendus ; la consommation

d'électricité a été réduite, de même que les rations de nourriture et de vêtements. Des usines clés ont été contraintes de fermer faute d'intrants importés. Le manque d'engrais et de pièces détachées pour les tracteurs a entraîné une chute libre de l'agriculture. Le PIB cubain a chuté de 40 % rien qu'au début des années 1990.

À Washington, la crise a été perçue comme une occasion de remporter une dernière victoire dans la guerre froide. La fondation de droite Heritage Foundation a qualifié Castro non seulement d'"anachronisme, mais aussi de dangereux" et a insisté pour que l'embargo soit renforcé afin de produire enfin "le résultat escompté, à savoir la déstabilisation du gouvernement communiste de l'île". L'administration Clinton a suivi leur scénario à la lettre. Le renforcement de l'embargo économique s'est traduit par la loi Helms-Burton de 1996, qui a élargi le champ des transactions interdites et renforcé les sanctions à l'encontre des contrevenants, y compris les entreprises étrangères.

Pour les idéologues américains, les questions de droits de propriété ont toujours été au premier plan. La loi Helms-Burton a permis aux citoyens américains dont les richesses avaient été redistribuées par la révolution cubaine de poursuivre les personnes et les entreprises qui "trafiquaient" ces biens expropriés depuis longtemps. Malgré l'opposition des démocrates au Congrès, Bill Clinton a présenté cette loi comme une mesure qui "encouragerait le développement d'une économie de marché".

Pourtant, Cuba s'est adaptée pendant la période spéciale et a survécu. Elle s'est ouverte aux investissements étrangers, a encouragé le tourisme comme source de devises fortes et a décentralisé une partie de son économie. Le pays a également trouvé de nouveaux alliés, avec l'élection d'une vague de gouvernements de gauche dans la région. Le Venezuela, en particulier, a fourni du pétrole et une aide financière vitale en échange de l'assistance médicale et pédagogique cubaine.

Les efforts de réforme se sont accélérés après que Raul Castro a succédé à son frère en 2008, avec un modèle de croissance tripartite qui associe l'économie d'État traditionnelle à l'investissement international et à l'entrepreneuriat privé. Les performances économiques ont été mitigées, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie, mais des débats plus ouverts sur les changements nécessaires et de nouvelles expériences ont montré que le gouvernement était sur la bonne voie. L'ouverture éphémère d'Obama a encouragé ces tendances positives.

Le revirement de Trump par rapport à son prédécesseur n'aurait pas pu arriver à un pire moment pour le peuple cubain. Souffrant déjà des effets sanitaires de la pandémie de Covid-19 et de son impact sur le tourisme international, l'économie cubaine s'est fortement contractée en 2020. Les prix élevés des carburants et des denrées alimentaires ont été aggravés par la quasi-impossibilité pour le pays de commercer avec son voisin superpuissant, même pour les produits bénéficiant d'une exemption. Même les banques n'ayant pas leur siège aux États-Unis craignaient de traiter les paiements des entreprises publiques aux fournisseurs internationaux, et encore moins de financer les efforts de développement. Longtemps à l'abri de l'austérité, il était clair que les programmes de santé et d'éducation loués par l'île souffraient également de cet environnement.

Les Cubains étaient privés de leurs besoins matériels, mais Washington n'était pas plus proche de ses ambitions de "changement de régime". Lors de la campagne électorale, Joe Biden a parlé à juste titre de "l'échec de la politique cubaine de Trump" et a fait part de sa volonté de revenir à l'approche d'Obama. Cependant, depuis qu'il est en fonction, il n'a pas fait grand-chose pour changer de cap.

L'embargo n'a pas seulement entravé les récents efforts de réforme du président cubain Miguel Díaz-Canel, il a coloré 65 ans de développement de son pays. Selon certaines estimations, il a coûté plus de 140 milliards de dollars au total, ce qui dépasse de loin le soutien soviétique à Cuba, qui, de toute façon, a duré moins de la moitié de l'histoire de la révolution.

Les États-Unis ont tout simplement une dette envers le peuple cubain pour les décennies de guerre économique qu'ils lui ont fait subir. À tout le moins, le président devrait tenir ses promesses de campagne et retirer immédiatement la désignation de Cuba comme État soutenant le terrorisme. Si les États-Unis peuvent établir des relations complètes avec le Viêt Nam, un État à parti unique contre lequel ils se sont engagés dans un conflit armé sanglant pendant des années, il n'y a aucune raison pour que leur guerre froide avec Cuba ne prenne pas fin.

Notre message devrait être simple : laissons les Cubains décider de l'avenir de Cuba sans coercition. Il est temps de surmonter les objections d'un petit groupe de faucons et de mettre fin à une politique qui va à l'encontre des intérêts des Américains ordinaires et des Cubains.

Bhaskar Sunkara est président de The Nation, rédacteur en chef fondateur de Jacobin et auteur de The Socialist Manifesto : The Case for Radical Politics in an Era of Extreme Inequalities (Le manifeste socialiste : le cas d'une politique radicale à une époque d'inégalités extrêmes).

(Traduit en français du journal britannique The Guardian)

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/350727-le-journal-britannique-the-guardian-reconnait-lexistence-dune-guerre-economique-americaine-contre-cuba

Radio Habana Cuba